

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 10/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

O-I FRANCE SAS

69 RUE ALBERT THOMAS
BP 141
51100 Reims

Références : FR0000000000000502
Code AIOT : 0005701475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2023 dans l'établissement O-I FRANCE SAS implanté 69 rue Albert Thomas à Reims (51100). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- O-I FRANCE SAS
- 69 RUE ALBERT THOMAS 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société O-I France exploite sur le site de REIMS une installation de fabrication du verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour. A ce titre cette installation est visée par l'annexe I de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté Européenne.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité des installations au Plan de Surveillance des émissions (PdS)
- conformité du Plan de Surveillance et de la surveillance exercée au titre du Règlement 2018/2066 du 19 décembre 2018
- conformité des installations au Plan Méthodologique de Surveillance (PMS)
- conformité du Plan Méthodologique de Surveillance et de la surveillance exercée au titre du Règlement 2019/331 du 19 décembre 2018

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	respect des seuils d'incertitude	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 12.1.a)	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	appareils de mesure pour la surveillance des émissions	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 8	Sans objet
2	appareils de mesure pour la détermination des niveaux d'activité	Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 7.1.	Sans objet
3	inventaire fin d'année	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 27.1)	Sans objet
5	fréquence d'analyse	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 35.1	Sans objet
6	cohérence de la demande de dérogation	Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre le calcul d'incertitude sur les quantités déclarées de carbonate de soude et de calcaire, ou démontrer qu'il peut se baser uniquement sur l'incertitude de ses moyens de mesure le cas échéant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : appareils de mesure pour la surveillance des émissions

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Intégrité de la méthode et de la déclaration des émissions
Prescription contrôlée : La surveillance et la déclaration des émissions visent le degré de précision le plus élevé possible, sauf si cela n'est pas techniquement réalisable ou entraînerait des coûts excessifs.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle métrologique correspondants aux trémies – pesons utilisés pour la pesée du calcaire et du carbonate de soude. Ces rapports font mention de contrôles effectués en octobre 2023 par un prestataire extérieur. Les appareils de

mesure ont été contrôlés conformes.
Les quantités de bouteilles sont calculées à partir du nombre de palettes de produites. Le nombre de bouteilles par palette est défini en fonction de la référence de produit ayant été conditionné. Un poids de travail moyen des différentes références de bouteille est déterminé régulièrement à partir d'une balance. L'exploitant a transmis un rapport de contrôle conforme de cette balance, datant de moins d'un an (septembre 2023).
Aucune non-conformité n'a été relevée concernant les contrôles métrologiques visés par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : appareils de mesure pour la détermination des niveaux d'activité

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 7.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Principe de surveillance
Prescription contrôlée : Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.
Constats : L'installation produit de la chaleur mesurable qu'elle facture à son client par le moyen d'un compteur. Ce compteur est soumis à métrologie légale, l'exploitant a transmis un rapport de vérification de fonctionnement conforme datant de février 2023. L'examen du rapport n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : inventaire fin d'année

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 27.1)
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination des données d'activité
Prescription contrôlée : 1. L'exploitant détermine les données d'activité d'un flux de l'une des deux façons suivantes: [...] b) par cumul des mesures des quantités livrées séparément, compte tenu des variations des stocks
Constats : L'exploitant a déclaré que le calcaire et le carbonate de soude étaient stockés dans des silos équipés de sondes de niveau. Des inventaires physiques ont lieu tous les mois. La quantité de calcaire et de carbonate de soude consommée est également déterminée au moyen de systèmes de trémies-pesons. Les données des inventaires, des livraisons et des quantités consommées sont comparées afin de consolider les données de consommation et de s'assurer de leur cohérence. La présence des différents trémies-pesons a été constatée in situ lors de l'inspection. Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : respect des seuils d'incertitude

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 12.1.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu et présentation du plan de surveillance
Prescription contrôlée : Pour les installations, pour chaque flux majeur et mineur, la preuve du respect des seuils

d'incertitude définis pour les données d'activité et les facteurs de calcul, le cas échéant, pour les niveaux appliqués définis aux annexes II et IV, et pour chaque source d'émission, la preuve du respect des seuils d'incertitude définis pour les niveaux appliqués définis à l'annexe VIII, suivant le cas;
Constats : L'exploitant a déclaré ne pas effectuer de calcul d'incertitude sur les flux de calcaire et de carbonate de soude, et ne prendre en compte que l'incertitude des moyens de mesure. Conformément au point 2 de l'article 28 du règlement précité, l'évaluation de l'incertitude englobe l'incertitude liée aux variations des stocks si les installations de stockage peuvent contenir 5 % au moins de la quantité de la matière considérée utilisée chaque année. L'exploitant devra transmettre le calcul prenant en compte l'incertitude sur le stock ou, à défaut, apporter la preuve que les stocks de matière représentent moins de 5 % de la quantité consommée pour les flux de carbonate de soude et de calcaire, sous un délai de 3 mois .
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : fréquence d'analyse

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 35.1
Thème(s) : Risques chroniques, fréquences des analyses
Prescription contrôlée : L'exploitant applique les fréquences d'analyse minimales indiquées à l'annexe VII pour les différents combustibles et matières.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports d'analyse du carbone total pour les flux de calcaire et carbonate de soude pour les trois premiers trimestres de l'année 2023. Ces facteurs sont utilisés ensuite pour déterminer les facteurs d'émissions. L'exploitant a déclaré ne plus utiliser de fioul lourd sur l'installation. Il a présenté un rapport d'analyse de valeurs moyennes transmis par son fournisseur. L'examen des rapports d'analyse n'appelle par de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : cohérence de la demande de dérogation

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, dérogation pour infaisabilité technique
Prescription contrôlée : 1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants [...] utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII. 2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie: a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible
Constats : Une dérogation a été accordée à l'exploitant lui permettant de déterminer le tonnage de verre emballé à partir du nombre de bouteilles produites et d'un poids journalier moyen. Lors de l'inspection, l'exploitant a pu décrire avec précision le mode opératoire décrit dans la demande de dérogation. Aucune incohérence n'a été relevée par l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

